



## LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel Bach, avec la collaboration de Jacques Alvarez-Péreyre, Robert Buijtenhuijs, Jacques Chaumie, Georges Courade, Dominique Darbon, Étienne Le Roy, Jean-Pierre Magnant, Guy Martin, Marc Pilon, Jean-Pierre Raison, Alain Ricard.

COHEN (John M.) — **Integrated Rural Development : the Ethiopian Experience and the Debate.** — Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1987, 267 p.

En Éthiopie, le CADU (*Chilalo Agricultural Development Unit*) soutenu depuis 1967 par l'agence suédoise d'aide au développement fait partie de ces expériences autour desquelles « experts, chercheurs et développeurs » s'affrontent pour trouver cette pierre philosophale qu'est le développement total auto-entretenu sans accroissement des inégalités.

L'ouvrage, écrit par un fin connaisseur de cette région et du projet est, de plus, un excellent indicateur de ce qui se passe dans les profondeurs de l'Éthiopie. Pour J.M. Cohen, le développement rural intégré se proposait d'accroître dans un lieu géographique déterminé l'ensemble des activités économiques, de promouvoir la qualité de la vie rurale et l'ensemble des acteurs sous la houlette d'un seul organisme, relativement autonome, habilité à coordonner le tout. Projet prométhéen remis en cause dans les années quatre-vingts.

Le contexte éthiopien est bien particulier. Au début du projet, 48 % des agriculteurs étaient locataires de 20 %

des terres avec 3,2 ha en moyenne. Le métayage était très développé. Les propriétaires absents possédaient 40 % des terres arables de Chilalo. La mécanisation, comme au Punjab indien, a favorisé les grands propriétaires qui ont renvoyé leurs métayers. L'accroissement des revenus des locataires a entraîné une augmentation des rentes à payer aux propriétaires... Avant la révolution, cette région était devenue la plus riche terre à blé de l'Éthiopie. Succès technique donc, mais non reproductible à l'échelle de l'empire éthiopien en raison de son coût.

La « Révolution » a levé certaines contraintes pesant sur le projet : redistribution des terres, organisation des paysans et changement des cadres administratifs. Toutefois, la villagisation entreprise en 1984-1986 a engendré une forte opposition et l'arrêt du soutien suédois. De plus, les expulsions d'exploitants se sont poursuivies pour dégager des terres destinées aux fermes d'État. La poursuite des évictions ne pouvait que rendre incertaine la tenure de la terre et donc, le bénéfice de la réforme foncière. L'absence de politique agricole en direction des paysans, la nationalisation partielle du commerce des grains, le développement d'un marché parallèle et les réquisitions ont achevé de décourager les exploitants. Pour l'auteur, le bilan de l'opération

au bout de 17 ans d'existence reste positif : un doublement des rendements a fait de la région le troisième fournisseur du marché céréalière éthiopien ; l'accroissement de l'usage du crédit et des intrants peut être constaté malgré les difficultés à les obtenir depuis 1975 ; le pouvoir d'achat et la dette des paysans se sont améliorés. On peut tirer quelques leçons de cette réussite relative qui peuvent être méditées : l'intégration des activités suppose une approche de la complexité qui peut être gérée ; elle peut l'être grâce à une réévaluation permanente des processus de développement à la lumière des réactions de la population ; il n'y a nul besoin d'un bon niveau de capacité administrative pour mener à bien un projet aussi lourd ; il peut réussir dans un cadre très centralisé ; il peut être absorbé par un département ministériel sans perdre de sa vitalité ; nul besoin de leaders de qualité pour réussir ; etc.

Voilà qui remet en cause quelques idées et relance le débat : n'a-t-on pas un peu vite abandonné la stratégie de développement rural intégré pour revenir à celle de la filière-plante ? [G.C.]

CORDELL (Denis D.), GREGORY (Joël W.) (eds) — **African Population and Capitalism, Historical Perspectives.** — Boulder, Westview Press, 1987, 301 p.

Le discours dominant relatif à la situation démographique actuelle en Afrique repose sur l'assertion selon laquelle, d'une part, la fécondité et la mortalité y ont toujours été élevées, d'autre part, la baisse de la mortalité s'est amorcée durant la période coloniale : « l'explosion démographique » qui caractérise l'Afrique aujourd'hui, en serait la conséquence.

La démographie africaine demeure essentiellement celle du présent, ainsi que le rappelle la première phrase du texte introductif de Cordell, Grégory et Piché : « démographes et historiens ont largement ignoré le passé des populations africaines ». L'intérêt majeur et novateur de cet ouvrage collectif, com-

posé de 17 articles regroupés par D. Cordell et J. Gregory, est de resituer et d'analyser la dynamique démographique des populations africaines dans une perspective historique. Le volume constitue une sorte de plaidoyer pour une démographie africaine historique. Les auteurs montrent bien qu'en dépit du problème de qualité, voire de l'absence de données quantitatives, la tradition orale et les archives pré-coloniales et coloniales permettent d'éclairer sensiblement le passé, donc de mieux comprendre le présent.

Une première partie consacrée aux conséquences de l'esclavage et aux régimes démographiques pré-coloniaux esquisse la situation démographique des populations africaines à l'aube de la colonisation. Dans les quatre autres parties de l'ouvrage, relatives à chacune des grandes régions de l'Afrique, les articles portent sur la dynamique démographique durant la période coloniale. Plusieurs auteurs montrent ainsi que l'un des impacts de la colonisation et de la pénétration du capitalisme fut d'engendrer des stratégies de reproduction visant à maximiser la fécondité. Dans de nombreux cas, les politiques coloniales ont entraîné une dégradation des niveaux de santé, une hausse de la mortalité.

Toutes ces analyses, qui procèdent d'une démarche explicative, s'inscrivent dans le cadre théorique du matérialisme historique. Les comportements démographiques sont analysés en terme de stratégies de production et de reproduction de la force de travail. Il s'agit de mettre en relation l'évolution des régimes démographiques avec la pénétration du capitalisme depuis deux à trois siècles, dont la conséquence démographique majeure fut le phénomène migratoire qui affecte encore fortement aujourd'hui la dynamique des populations africaines.

Cette part explicative attribuée au capitalisme dans l'évolution des régimes démographiques apparaît cependant quelque peu abusive. Peut-on dire que toute la politique coloniale renvoie à la seule logique capitaliste ? Les travaux obligatoires, les recrutements militaires, les impôts et taxes ne renvoyaient-ils

pas aussi à la logique de la mise en place d'un pouvoir politique colonial, cherchant à se donner les moyens de fonctionner (même faire preuve d'une rentabilité, d'une autonomie financière) et, devant faire participer sa colonie au développement de la métropole, à sa défense ?

Il est par ailleurs dommage que tous les auteurs n'aient pas prolongé leur analyse jusqu'à la fin de la période coloniale, voire jusqu'à la période actuelle. Au cours de la colonisation, puis surtout après les indépendances, les conditions économiques, politiques des nouveaux États africains ont connu des changements importants. Si la colonisation a pu provoquer des hausses de la mortalité, de quand date la baisse de celle-ci, qui est manifeste dans de nombreuses régions ? Peut-on toujours expliquer le processus migratoire par un seul déterminisme économique, relevant du capitalisme, et comme procédant systématiquement d'une stratégie collective de survie ? De nombreuses études montrent que la migration répond également à des stratégies purement individuelles, qu'elle peut constituer un moyen de résolution de conflits sociaux et familiaux qui étaient latents au sein des sociétés africaines. Quoiqu'il en soit, cet ouvrage constitue une référence et ouvre de nouvelles voies de recherche pour la compréhension des dynamiques démographiques des sociétés africaines.

La disparition brutale de J. Gregory, en juillet 1988, a plongé tous ceux qui l'ont connu dans une profonde tristesse. Tant sur le plan professionnel qu'humain, il fut un être remarquable. Sa contribution à l'étude du phénomène migratoire en Afrique restera importante. Qu'à sa mémoire, il soit ici humblement rendu hommage. [M.P.]

COUSSY (Denyse) — **Le Roman nigérian anglophone.** — Paris, Silex, 1988, 528 p.

D. Coussy, à qui l'on doit un essai sur Chinua Achebe, nous donne aujourd'hui un travail d'ensemble sur le roman nigérian ; son livre constitue dès à présent l'indispensable ouvrage de référence par l'étendue de l'information et la précision des analyses.

Elle classe les romans en plusieurs catégories : legs culturel (Tutuola), expérimentation (Okara, Soyinka), changement social (Achebe), récrimination (Munonye, Ike, Aluko...) et enfin romans du conflit et de la guerre (Amadi, Okpewho, Aniebo...). Elle mentionne dans son introduction une évolution tout à fait neuve : la parution de *The Last Imam* d'Ibrahim Tahir, en 1984 ; le nord islamisé accède, avec ce texte, à la parole romanesque.

L'éclatement de la production en de multiples genres, l'arrivée d'une production nordiste, y compris féminine, la postérité de Tutuola dans l'œuvre de Ken Saro Wiva, tout cela fait de la situation nigériane une des plus originales et dynamiques du continent, comme le remarque D. Coussy. Les comparaisons avec le Ghana ou le Kenya, fréquentes il y a une décennie, n'en paraissent que plus disproportionnées aujourd'hui. Nous ne serons pas aussi pessimistes que l'auteur sur la poésie nigériane qui semble avoir trouvé ses voies propres avec Niyi Osundare et Odià Oféimun. Nous souhaitons que l'ouvrage magistral de D. Coussy pousse les éditeurs français à faire mieux connaître ces textes. Un regret : pourquoi ne pas avoir traduit les citations : la lecture y gagnerait en fluidité, sans compter que les nigérianismes de certains romanciers risquent de désorienter le lecteur Français, même angliciste. [A.R.]

VAN ECK (Jan) — **Eyewitness to Unrest.** — Taurus, Emmarentia, 1989, 81 p.

D'Afrique du Sud nous parvient ce document écrit à la première personne par un membre du Parlement provincial du Cap. Jan van Eck, un Afrikaner comme son nom l'indique, a été le témoin de nombreuses scènes de violence commises par la police, l'armée sud-africaine et les mercenaires noirs recrutés dans d'autres régions, envers les résidents des townships et des camps de squatters de la région du Cap. Il appartenait alors à l'équipe du Parti fédéral progressiste chargée de suivre les événements et d'examiner les conséquences des « désordres » (d'où le titre). Le récit, divisé en 13 épisodes, décrit sans aucun effet littéraire l'effarement puis la colère d'un Blanc « ordinaire » qui avoue n'avoir jamais imaginé que de telles actions puissent avoir lieu de la part de « responsables »; Il évoque les actes de provocation des forces armées qui justifient ensuite la répression aveugle dont ils sont les auteurs. Ce sont des fous qui mènent la danse, déclare-t-il. Constat accablant, dont il faut savoir gré à Taurus, la maison d'édition alternative sud-africaine, d'avoir pris le parti — et le risque — de le publier. [J.A.-P.]

ADEDEJI (Adebayo), SHAW (Timothy) (eds). — **Economic Crisis in Africa : African Perspectives on Development Problems & Potentials.** — Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1985, 209 p.

Composé d'une quinzaine de contributions, cet ouvrage est le produit d'une conférence qui s'est tenue en novembre 1984 à Halifax (Canada) sous l'égide conjointe du Centre d'études africaines de l'Université Dalhousie et de la CEA (Commission économique pour l'Afrique). Il s'agissait de procéder à une évaluation du contenu et de

l'impact du PAL (Plan d'action de Lagos) et de l'AFI (Acte final de Lagos) issus du sommet économique de l'OUA réuni à Lagos en avril 1980. Conçu comme un « exercice d'économie politique radicale » (p. 4), l'ouvrage tente de mettre en relief la philosophie qui sous-tend le PAL et l'AFI qui se présentent comme l'antithèse du « Rapport Berg » de la Banque mondiale sur *Le Développement accéléré de l'Afrique Sud-Saharienne* de 1981 (systématiquement critiqué par les participants) favorable à une libéralisation accrue des économies africaines, à l'expansion du secteur privé et au recours massif à l'aide extérieure.

D'une manière générale, les communications présentées sont intéressantes, bien documentées et donnent un bon aperçu du point de vue africain sur la crise africaine et ses solutions possibles. On pourra néanmoins regretter une certaine tendance à la duplication thématique, plusieurs articles étant présentés sur le même sujet. Ceci est le cas, notamment, pour les articles sur l'aide étrangère et la mobilisation des ressources financières pour le développement (par Julius Aiyegbusi, Amir Jamal, I. El-Issawy et Robert Browne), sur la crise agricole et alimentaire (par E.P. Pallangyo, L.A. Odero-Ogwel et par C. Kofie Daddhieh), et sur l'industrie en Afrique (par George Kimani et D. Babatunde Thomas). La qualité de certaines communications (notamment celles de J. Aiyegbusi, A. Jamal et R. Browne) s'en ressent nettement, non seulement du fait des inévitables répétitions, mais également au niveau de la consistance et de l'originalité. Mais plus fondamentalement, on a l'impression désagréable que l'ouvrage est, de manière indirecte et subtile, un hommage appuyé à la CEA et à son Secrétaire exécutif (et co-directeur de l'ouvrage), Adebayo Adedeji, abondamment cité et présenté comme l'inspirateur d'un certain nombre de projets d'intégration régionale en Afrique (CEDEAO, ZEP), voire du PAL lui-même. C'est sans doute là le défaut majeur d'un ouvrage qui constitue par ailleurs une contribution notable à

l'abondante littérature sur la crise économique en Afrique. [G.M.]

AMBROSE (David P.) — **The French and the Kingdom of Lesotho. A Bibliographical Study.** — Talence, Centre d'étude d'Afrique noire, 1989, 14. p.

ELLENBERGER (D. Frédéric). — **Catalogue of the Masitise Archives.** — Morija, 1902, réédition avec notes par Béatrice Lasserre et David Ambrose, Institute of southern African Studies et Morija archives, Roma, 1987, 72 p.

Une bibliographie et un commentaire des sources disponibles dont la publication et la réédition interviennent alors que les écrits des missionnaires protestants Français sur le Lesotho suscitent un regain d'intérêt tant à Morija — dont les archives viennent de recevoir un important legs de Paul Ellenberger — qu'en France, où la modernité des écrits de Georges Casalis sur les Sotho est trop longtemps restée ignorée en dehors d'un cercle restreint d'initiés. [D.B.]

BIARNES (Pierre). — **Les Français en Afrique Noire, de Richelieu à Mitterrand.** — Paris, Armand Colin, 1987, 447 p.

Cette description « grand public » de l'évolution des rapports avec l'Afrique subsaharienne depuis le XVI<sup>e</sup> siècle présente le mérite de traiter d'une longue période sans exclure les événements contemporains. A cet égard, le dernier chapitre (« la présence maintenue ») constitue une bonne et honnête introduction aux relations franco-africaines sous la V<sup>e</sup> République. [D.B.]

BOCQUÉNÉ (Henri). — **Moi, un Mbororo. Autobiographie de Oumarou Ndoudi, peul nomade du Cameroun.** — Paris, Karthala, 1986, 387 p., 1 carte, photos.

S'il est un peuple d'Afrique qui fascine toujours les Blancs, c'est bien les Mbororo, ces nomades fulbé des savanes sahéliennes et soudaniennes. H. Bocquéne a vécu à leur contact et s'est lié avec l'un de ses informateurs, Oumarou Ndoudi, l'un de ces vachers vagabonds de la grande brousse. De discussions en discussions, les deux hommes sont devenus amis, puis complices... et là, H. Bocquéne réalise ce à quoi rêvent beaucoup de « mordus » de la brousse : pouvoir transmettre et communiquer aux autres, aux étrangers, à ceux qui ne savent pas, non seulement ce qu'ils ont vu ou entendu, mais ce qu'ils ont ressenti au plus profond de leur être. Loin de nous livrer un ouvrage pontifiant au vocabulaire ésotérique, aux constructions théoriques complexifiées à souhait, il nous met au contact d'hommes de chair et de sang en s'effaçant derrière les Mbororo car il laisse parler l'un d'entre eux (ce qui n'est, hélas ! que rarement le cas dans notre profession), se contentant de traduire le texte fulfuldé en français et de lui donner une forme publiable.

Le résultat est impressionnant par la richesse des informations, par la vivacité et les couleurs du récit, et par la modestie des deux co-auteurs. Ce livre, par son ton léger et son style fluide ainsi que par la densité de ses propos, satisfera tous les publics, depuis le touriste qui veut s'informer ou l'habitant des banlieues grises des pays froids qui veut rêver, jusqu'au spécialiste des sciences humaines.

Parmi la foule de renseignements contenus dans l'ouvrage, j'insisterai sur ceux relatifs aux rapports nomades/sédentaires, très mal connus en dehors des milieux géographiques. Après la lecture d'un tel récit, comment ne pas reconsidérer d'un œil critique tous les savants traités d'Histoire de l'Afrique qui nous expliquent que les nomades ont toujours et partout

dominé et opprimé les agriculteurs sédentaires. Oumarou Ndoudi nous montre que c'est parfaitement faux : malgré la puissance de leurs gris-gris, malgré le poison mortel de leurs flèches, malgré leur caractère belliqueux et leur courage individuel, les Mbororo restent dépendants des sédentaires animistes qu'ils méprisent. La soumission du monde nomade au monde sédentaire est telle qu'un agriculteur païen peut exiger d'un nomade peul musulman, devant l'autorité coutumière peul, musulmane et sédentaire, la réparation de dégâts soi-disant causés dans un champ par des vaches sans que personne ne se soucie d'enquêter sur place pour vérifier la réalité et l'étendue du sinistre. Le berger pourra supplier que l'on procède à un constat ! Non seulement il ne fera se déplacer personne, mais encore il devra payer tout ce que lui réclame le paysan : la parole de l'agriculteur suffit !

Heureusement pour les Mbororo, tous les jours ne sont pas aussi tristes : les déplacements, les fêtes succèdent aux périodes d'arrêts forcés et aux deuils, comme la pluie succède à la sécheresse, le brousse aux terres cultivées des villages...

Oui, H. Bocquény et Oumarou Ndoudi ont fait un bel et bon livre. [J.-P.M.]

BOURMAUD (Daniel) — **Histoire politique du Kenya : État et pouvoir local.** — Paris, CREDU-Karthala, 1988, 326 p.

La grande originalité de ce livre est d'avoir retenu comme moyen d'accès privilégié à l'histoire politique du Kenya, « le lien qui s'établit entre le pouvoir central et le pouvoir local », lien considéré par l'auteur comme « le révélateur le plus significatif » (p. 6). Cette approche inédite permet une analyse nouvelle et féconde des réalités kenyanes, bien que la réussite soit inégale selon les chapitres.

La première partie de l'ouvrage traite de la période coloniale. D. Bour-

maud y analyse notamment les débuts de la colonisation avec l'imposition du système d'administration indirecte « inventé » par Lord Lugard et qui, en réalité, ne différerait pas tant de l'expérience coloniale française (le chapitre s'intitule d'ailleurs « les préfets de sa Majesté »). Analyse remarquable, bien que certains détails anthropologiques au sujet des Kikuyu me semblent douteux. Le chapitre consacré à la marche vers l'indépendance (1945-1960), par contre, est un peu succinct et la bibliographie relative à cette période plutôt maigre : certains épisodes, comme la révolte mau-mau, auraient mérité des développements plus amples, mais ce jugement souffre peut-être de la déformation professionnelle propre à tout spécialiste.

La deuxième partie du livre, consacrée à la période 1960-1970, est sans doute la plus convaincante. D. Bourmaud y analyse la « parenthèse régionaliste » dans l'histoire politique kényane, ainsi que la mise en place de l'État Kenyatta. Il démontre plus particulièrement que la périphérie, contrairement aux idées reçues, n'est pas sans ressources politiques par rapport au centre, du moins sur le plan du parti, et développe sa thèse que « tous les jeux politiques locaux sont autorisés à condition qu'ils ne viennent pas remettre en cause la suprématie de l'État central » (p. 111). Cette partie fourmille d'idées intéressantes, comme par exemple sur la position tout à fait à part de Tom Mboya dans le système politique kényan (« un homme en trop » : p. 137) ou sur le rôle de la KANU, parti « à encéphalogramme plat » qui n'existe que pour empêcher d'autres partis d'exister » (p. 150).

D. Bourmaud est moins convaincant quand il aborde la période 1970-1988. Certes, son analyse garde une grande originalité, mais on regrette que, contrairement à ce qu'il fait pour la période précédente, Bourmaud, néglige ici la chronologie politique événementielle au niveau national et concentre trop exclusivement son analyse sur les relations centre-périphérie. Rien n'est dit sur la succession Kenyatta-Moi, ni sur le coup d'État manqué de 1982.

D'autre part, la thèse d'un État central disposant de moyens suffisants pour contrôler et éventuellement mettre au pas les réseaux clientélistes ruraux, mais impuissant devant ceux des grandes villes, me semble insuffisamment étayée. L'analyse est intéressante, mais D. Bourmaud se contredit parfois : certains maires de grandes villes sont bel et bien tombés en disgrâce et ont disparu de la scène politique (Charles Rubia), le Conseil municipal de Nairobi a bel et bien été dissout en 1983, alors que, d'après l'auteur lui-même, « les élites politiques ne sont plus reconnues comme légitimes en milieu urbain » (p. 276).

Une dernière remarque qui concerne l'ensemble du livre. L'approche choisie par l'auteur — tout à fait originale, je le répète — l'amène à privilégier une analyse clientéliste de la vie politique kenyane pour en montrer toute la complexité et toutes les subtilités. L'analyse en termes de classes sociales, par contre, est quelque peu négligée. Certes, elle n'est pas entièrement absente, mais trop dispersée ; un résumé plus global de cette matière eût été appréciable. [R.B.]

**De verborgen camera/The Hidden Camera.** — Amsterdam, Stichting CASA, 1989.

Si la revue *Staffrider* a fait beaucoup pour le développement et la légitimation de la photographie à la fois comme art et comme documentaire social et politique, le livre publié par CASA (*Culture in Another South Africa*) prouve que la graine a porté ses fruits. Cet ouvrage somptueux, au format carré (environ 0,23 cm × 0,25), reproduit la centaine de photographies, certaines sur une double page, qui ont figuré à l'exposition organisée par CASA en décembre 1987 à Amsterdam. Toutes les photos ne datent pas des dernières années, mais la plupart semblent avoir été réalisées entre 1983 et 1987. Elles portent témoignage de ce que l'État veut cacher au public,

surtout depuis l'instauration du premier État d'urgence en juillet 1985. En ce sens déjà, elles sont importantes. Elles le sont aussi parce qu'elles démontrent que l'art de la photographie s'est démocratisé et que, comme dans beaucoup d'autres activités culturelles, des groupes existent à la base, qui réunissent professionnels et amateurs. Les photos démontrent enfin, malgré les scènes de deuil et de drame, la résistance grandissante de foules qui n'hésitent pas à défier — pacifiquement encore — les interdictions. L'introduction, très émouvante, est de John Berger. [J.A.P.]

**DIOUF (Makhtar) — Intégration économique, perspectives africaines.** — Paris, Nouvelles éditions africaines/Publisud, 1985., 281 p.

Présentation et description des résultats obtenus dans le cadre des multiples expériences d'intégration économique régionale du continent africain. L'auteur en ressort convaincu qu'il est « nécessaire de revoir complètement le modèle africain d'intégration » ; pour ce faire, il préconise la substitution d'une « intégration de la production et du développement » à celle des « marchés », une dichotomie qui recouvre chez lui celle entre des modèles « socialiste » et « capitaliste » d'intégration régionale. Une problématique antérieure au développement des réformes et contestations dans le bloc des pays de l'Est. [D.B.]

**DUPRIEZ (Hugues), DE LEENER (Philippe) — Jardins et vergers d'Afrique.** — Nivelles, Terres et vie, 1987, 354 p.

Cet ouvrage, édité de façon artisanale en co-édition avec APICA de Yaoundé, ENDA de Dakar, le CTA de Wageningen et les éditions L'Harmattan est un bon exemple de débrouil-

lardise et de bricolage de niveau professionnel et à échelle nord-sud. C'est, aussi et surtout, un exemple d'ouvrage de vulgarisation qui intéressera les ruralistes en Afrique. En apparence, l'ouvrage n'intéresse que l'horticulteur ou le pépiniériste. Ce serait réduire l'intérêt de l'ouvrage qui donne, en mêlant habilement des photos commentées et des schémas simples, une idée très précise de la complexité des milieux naturels des plantes, des actions de l'homme et des risques à maîtriser.

En avançant ainsi, de planche en planche, on saisit la diversité des agricultures et la gravité des enjeux que doit contrôler l'horticulteur pour assurer sa sécurité sur le long terme.

Fruit d'une très longue et très fructueuse expérience de terrain, sachant emprunter aux expériences des autres, experts (toujours concurrents) ou paysans (souvent méprisés), l'ouvrage sait dire des choses savantes dans des termes simples et utiles, y compris, semble-t-il, pour des alphabétisés de fraîche date. Cet ouvrage, comme tous ceux qui sont diffusés par le même canal des ONG d'agronomes, est un modèle à imiter, un pavé dans la mare de la langue de bois. [E.L.R.]

DURUFLE (Gilles), FABRE (R.), YUNG (Jean-Michel) — **Les effets sociaux et économiques des projets de développement : manuel d'évaluation.** — Paris, ministère de la Coopération, méthodologie, n° 22, 1988, 201 p.

Qu'est-ce qui a changé dans la coopération française par projet depuis 1981 ? Peu de choses, disent les observateurs attentifs. On relèvera cependant que la cellule d'évaluation des projets a mis au point avec l'aide de chercheurs et d'experts de nouvelles méthodes sous la conduite de Claude Freud, afin de prendre en compte d'autres critères que le taux de rentabilité interne de la Banque mondiale.

Ce manuel présente les méthodes utilisées dans les monographies réalisées à cette période pour l'analyse socio-

économique et économique proprement dite. Ce travail intègre les travaux de recherche des africanistes français et du réseau AMIRA ; il est rédigé par trois praticiens dont deux de la SEDES. Ceci confirme que la liaison chercheurs-opérateurs peut parfaitement se réaliser par imprégnation réciproque et échanges informels. Clarté et rigueur caractérisent ce manuel qui participe à une approche originale des projets.

Reste à espérer que ces travaux auront des retombées dans leur mise en œuvre. [G.C.]

GENTIL (Dominique) — **Les mouvements coopératifs en Afrique de l'Ouest : intervention de l'État ou organisation paysannes.** — Paris, l'Harmattan, 269 p.

Version allégée et ramassée d'une thèse d'État soutenue en février 1985, l'ouvrage de D. Gentil propose de montrer que, pour les pays africains, la coopérative demeure aujourd'hui une structure qui peut permettre aux paysans de s'organiser suivant leurs propres normes et de se situer collectivement en partenaires à l'égard de l'État.

Pour étayer sa thèse, D. Gentil analyse les difficultés rencontrées entre 1960 et 1980 par des coopératives sénégalaises, maliennes, nigériennes, voltaïques et béninoises. Durant les années 1960, pour de nombreux responsables africains, la coopérative semblait une structure idéale qui relevait à la fois de la modernité et de la tradition. Ce présupposé idéologique a permis aux responsables politiques, aux acteurs du développement et aux bailleurs de fonds de faire de nombreuses impasses sur les évolutions économiques et sociologiques des sociétés rurales africaines et d'imposer leur propre mode d'organisation et leur conception de la vie en société à des populations rurales de plus en plus méfiantes à l'égard des bureaucraties autoritaires et parfois vénales. Ainsi de nombreuses coopératives conçues pour être des organisations au service de paysans sont



devenues, pour l'État, des instruments d'encadrement et de direction des producteurs agricoles.

La partie concernant les coopératives non étatiques apporte une note plus optimiste. L'auteur constate que de telles expériences ne se sont développées, entre 1960 et 1980, qu'au Sénégal et en Haute-Volta qui jouissent d'un minimum de « société civile », c'est-à-dire d'organisations relativement indépendantes de l'État : multipartisme, syndicats, journaux libres, églises chrétiennes, associations diverses, etc. Les analyses de l'expérience du foyer de RONKH, au bord du fleuve Sénégal, ou celles des coopératives d'épargne et de crédit en Haute-Volta sont convaincantes.

Par contre, les quelques réflexions rapides sur l'expérience des Groupements NAAM (Haute-Volta), que l'auteur ne prend pas la peine de présenter, sont, à mon sens, dangereusement réductrices et, par la même, erronées. Je suis également choqué par le portrait caricatural que l'auteur dresse de Bernard Lédéa Ouedraogo. Il eut été opportun, puisque l'auteur tenait à dire quelques mots sur les Groupements NAAM et leur initiateur, qu'il prenne le temps d'aller sur place rencontrer et étudier cette expérience plutôt que d'associer des bribes de réflexions d'informateurs divers dans un texte ambigu. [J.Ch.]

INSTITUT D'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT — **Les Chemins de la décolonisation de l'empire français, 1936-1956.** — Paris, éditions du CNRS, 1986, 563 p.

Réunion d'une quarantaine de textes présentés lors d'un colloque en 1984. Les contributions consacrées à la situation dans les États du Levant et du Maghreb se complètent utilement pour donner une vision globale du sujet, mais ce n'est malheureusement pas le cas pour les autres aires géopolitiques couvertes, ni pour l'analyse des dynamiques d'origine métropoli-

taine. Nombre des auteurs se sont attachés à l'étude de thèmes qui ne concernent que ponctuellement le sujet. En dépit du titre, l'ouvrage traite surtout de la décennie des années 1940. [D.B.]

LUCIEN-BRUN (Bernard), PILLET-SCHWARTZ (Anne-Marie) — **Les migrations rurales des Kabyé et des Losso.** — Paris, ORSTOM, 1987, 391 p + cartes h.t. (Travaux et Documents n° 202).

Thème passionnant que celui qu'ont étudié, à tour de rôle, à quinze ans de distance, B. Lucien-Brun et A.-M. Pillet-Schwartz et qu'ils nous exposent dans un ouvrage dense et remarquablement présenté.

Le sujet est en soi d'un grand intérêt. Les Kabyé du Togo, souvent dépeints comme des montagnards accrochés à leurs terroirs, ont aussi été les acteurs d'une migration qui, d'abord organisée par l'administration, s'est muée en un puissant mouvement de colonisation de ces espaces vides, et si étendus dans le centre du Togo, sans qu'existe l'aiguillon des cultures commerciales d'exportation. B. Lucien-Brun, dans le cadre d'un thème général de l'ORSTOM sur la colonisation des terres neuves, l'avait étudié à la fin des années soixante ; A.-M. Pillet-Schwartz, au début des années quatre-vingt, a légèrement déplacé la perspective, en incluant dans ses enquêtes la région des plateaux, plus humide, spécialisée notamment dans la production de cacao et de café, mais elle a soigneusement veillé, dans la région centrale, à revisiter les mêmes terroirs et, dans toute la mesure du possible, les mêmes exploitations, pour dresser un bilan rigoureux.

On pouvait s'attendre à des changements d'importance. En quinze ans le pouvoir a changé de mains ; le général Eyadema, un Kabyé, a voulu faire de sa région natale un deuxième pôle dans l'espace togolais, tant en encourageant la croissance de la ville de

Kara qu'en multipliant au pourtour des massifs les entreprises de développement rural. De ce changement politique et géopolitique quelles conséquences auront tiré ces « pays » ? Ils auraient pu, forts de leurs appuis, accentuer leur conquête des espaces vides, tenter même de « phagocytter » d'autres groupes moins bien placés. Et le parallèle s'imposerait alors avec les Baoulé, le groupe dont est originaire Houphouët-Boigny, en qui Eyadema voit un aîné... Ils auraient pu aussi, attirés par la manne de crédits qui s'est déversée sur leur région, inverser leur mouvement et se prendre au jeu de la modernisation du pays natal. Rien de tout cela ne s'est produit, et l'impression majeure qui ressort de ces deux travaux associés est celle d'une grande permanence, de la persistance, au-delà des avatars du politique, d'une logique kabyé dont l'agressivité n'est pas le point fort.

Le travail, historique presque autant que géographique, de B. Lucien-Brun, trop longtemps resté confidentiel, avait apporté des éléments d'importance. Le mouvement d'émigration kabyé avait été d'une vigueur telle que la population dans les massifs du nord s'en trouvait durablement stabilisée (donc vieillissante) et qu'on pouvait s'y attendre à une régression des pratiques intensives. Mais rien d'agressif, ni comme on l'avait trop dit, de gravement destructeur de l'écologie, dans ce mouvement. Certes, les Kabyé ont voulu gagner de l'espace. Partant des routes, leurs fronts de défrichement ont dessiné de vastes terroirs ; des pratiques extensives, plus productives, ont été adoptées, mais le nouveau mode de culture n'a pas détruit les potentialités des sols, et les Kabyé sont restés modestes dans leur progression : ils s'éloignent fort peu des routes et de la voie ferrée et, dès qu'ils s'établissent sur le territoire d'autres groupes, ils font preuve de souplesse, évitent le conflit, s'insèrent sans heurts. Ils ont su en émigrant ne rien perdre de leur identité : maintien de l'endogamie de clan, retours fréquents au pays, respect des cérémonies majeures sont les signes de cette fidélité.

Quinze ans plus tard, la permanence frappe plus que le changement. A coup sûr, les investissements au nord n'ont pas inversé le mouvement migratoire : 66 % des Kabyé et des Losso vivent aujourd'hui en émigration. L'arrivée de l'un des leurs au pouvoir n'en a pas fait un groupe dominateur et sûr de lui : comme presque tous les autres Togolais, les Kabyé sont hommes : sinon de bord, du moins de proximité de route. Ils n'ont pas, à l'image des Baoulé, cherché à profiter des entreprises de rénovation des cultures « de plantation », et, quoiqu'activement présents sur les plateaux humides, ils restent fondamentalement axés vers les cultures vivrières.

Au pays, certes, des choses ont changé : Kara est la troisième ville du Togo ; la descente s'est accélérée dans maints massifs ; le vieillissement relatif de la population entraîne une certaine évolution des pratiques intensives, mais celles-ci se simplifient plus qu'elles ne disparaissent et les exploitations ne s'étendent pas. Les projets de développement agricole ne sont ni de vrais succès, ni des échecs retentissants : ils ont à peu près atteint leurs objectifs théoriques, sans créer une nouvelle paysannerie. Les Kabyé ont fait à leur sujet preuve encore de souplesse : on y vient, on en repart et on y trouve aussi l'occasion de s'initier à des activités autres, artisanales ou commerciales. Peut-être est-ce cela qui, peu à peu, changera les objectifs d'un groupe qui pour l'heure a fait preuve à la fois d'un curieux mélange d'initiative et de modération dans ses prétentions foncières et économiques, plus soucieux de vivre mieux sur le mode ancien que de créer un Togo nouveau ou simplement de conquérir l'ancien. Un peuple qui ne répond guère, à l'image que s'est faite pour lui-même celui de ses membres qui préside aux destinées du pays. [J.-P.R.]

SCHMIDT (Nancy) — **Sub-Saharan Films and Filmmakers : an Annotated Bibliography/Films et cinéastes africains de la région subsaharienne : une bibliographie commentée.** — Londres/Munich/New York/Paris, Zell/Saur/Butterworths, 1988, 401 p.

Cette excellente bibliographie comprend près de 4 000 titres et une série d'index par pays, films, cinéastes et festivals. Les index sont tout particulièrement importants. Ils permettent de mesurer que la diffusion du cinéma d'Afrique noire s'appuie surtout sur les festivals, et en particulier celui de Ouagadougou. Nous constatons aussi

l'absence (si l'on excepte Los Angeles et Brandeis en 1971 !) de festivals aux États-Unis. Les Canadiens viennent heureusement de lancer un festival dont on espère qu'il ouvrira aux cinéastes d'Afrique noire les portes du marché nord-américain. Le cinéaste sur lequel le plus grand nombre d'articles a été écrit est évidemment Sembène Ousmane, suivi de près par Souleymane Cissé et Med Hondo. Il est tout à fait remarquable de publier cette bibliographie avec une introduction et une table des matières bilingues : voilà qui est rare dans l'édition étrangère, mais qui s'imposait dans le cas du cinéma, dominé de manière étonnante, en quantité et en qualité, par les productions francophones. [A.R.]

## OUVRAGES REÇUS

KÜHNE (Winrich) — **Southern Africa after the Independence of Namibia From Destabilization to Detente ?** Stiftung Wissenschaft und Politik, Ebenhausen, octobre 1989, 41 p.

MANNING (Peter) — **The United Nations Plan for Elections in Namibia**, Londres, Southcan, 1989, 28 p.

NOBEL (Peter), ed. — **Refugees and Development in Africa**, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1987, 121 p..

ORSTOM, « Bibliographie du département "urbanisation et socio-systèmes urbains" 1982-1987 », **Villes et citadins du Tiers-Monde**, Cahiers n° 3 (1989), 208 p.

ROGALSKI (Michel) — **Le Tiers-Monde dans la course aux armements.** — Paris, La Documentation française, 1989, 63 p. (Problèmes Politiques et Sociaux, n° 600).